

## Archives, événements et « Commune étudiante » : prolonger et valoriser plusieurs collectes immédiates du mouvement social de mai-juillet 1968

Françoise Blum, Jean-Philippe Legois, Anne-Catherine Marin

---

### Citer ce document / Cite this document :

Blum Françoise, Legois Jean-Philippe, Marin Anne-Catherine. Archives, événements et « Commune étudiante » : prolonger et valoriser plusieurs collectes immédiates du mouvement social de mai-juillet 1968. In: La Gazette des archives, n°221, 2011. Les archives des syndicats et des mouvements sociaux. pp. 123-140;

doi : 10.3406/gazar.2011.4780

[http://www.persee.fr/doc/gazar\\_0016-5522\\_2011\\_num\\_221\\_1\\_4780](http://www.persee.fr/doc/gazar_0016-5522_2011_num_221_1_4780)

---

Document généré le 19/04/2017

# Archives, événements et « Commune étudiante » : prolonger et valoriser plusieurs collectes immédiates du mouvement social de mai-juillet 1968

---

Françoise BLUM

Jean-Philippe LEGOIS

Anne-Catherine MARIN

Les « années 1968 » ont vu apparaître, ou du moins se développer et se renforcer, des mouvements sociaux, parfois qualifiés de nouveaux, et notamment des mobilisations sociales ponctuelles importantes dépassant largement les cadres organisationnels, particulièrement syndicaux, préexistants. Le mouvement de Mai 68 (qui se continue jusqu'en juillet) en est un cas idéal-type touchant tous les secteurs de la société française pendant plusieurs semaines. Mais, depuis plus de quarante ans, la France connaît régulièrement des mobilisations, plus ou moins sectorielles ou générales, dépassant même les intersyndicales, s'organisant sur la base d'assemblées générales et de coordinations.

Cette auto-organisation, large mais ponctuelle, pose plusieurs problèmes archivistiques, à commencer par la nécessité de collectes actives pour conserver les traces de ces mobilisations, qui sinon échappent, dans une part significative, aux fonds des structures syndicales ou militantes, voire des militant(e)s eux-mêmes. Par ailleurs, ces « archives provoquées » (comme d'aucuns le disent des collectes d'« archives orales »), plus ou moins nombreuses pour telle ou telle mobilisation sociale<sup>1</sup>, comment en faciliter l'utilisation par les chercheurs, voire les citoyens ?

---

<sup>1</sup> À la complexité de ces collectes, il faut à présent ajouter la complexité de l'archivage électronique, notamment des sites et forums de plus en plus mobilisés dans ces contextes, comme, par exemple, la Cité des mémoires étudiantes a pu l'expérimenter avec le mouvement contre le contrat première embauche en 2006.

Les deux exemples de collecte des Archives municipales de Lyon et du CHS et le projet de mutualisation sur le secteur étudiant, alors multiforme, autour de la mission CAARME, devenue Cité des mémoires étudiantes<sup>1</sup>, témoignent de ces deux volets.

## La collecte de tracts en mai-juillet 1968 aux Archives de Lyon

Si Mai 68 explose brutalement à Lyon comme dans toute la France, il est le prolongement d'une effervescence progressive, qui en 1967 avait fortement touché localement les deux forteresses ouvrières de la région : Berliet-Vénissieux et Rhodiacéta-Vaise.

À Lyon, la solidarité est immédiate avec les étudiants parisiens. Le mouvement étudiant se développe derrière l'Association générale des étudiants de Lyon<sup>2</sup> (AGEL) dès le 6 mai. Les tracts appellent à la mobilisation générale le 13 mai, journée qui voit l'appui de la classe ouvrière aux étudiants. Comme pour sceller l'union, quatre ouvriers se rendent à la faculté quai Claude Bernard (rebaptisé quai Cohn-Bendit) pour fixer un drapeau rouge sur la hampe du mât. À midi, on compte 52 % de grévistes dans le Rhône. La manifestation est un succès et se termine symboliquement devant les portes de Rhodiacéta.

Le 16 mai, la nouvelle de l'occupation de la mythique usine Renault-Billancourt entraîne la propagation de la grève à Lyon. Le soir du 17 mai les principales usines sont occupées. L'anagramme « liberté » formé par les lettres de Berliet en constitue l'image forte<sup>3</sup>. C'est la grève générale, la presse régionale ne paraît plus. Un nouveau journal *Le journal du Rhône* produit par des militants, et qui fait de l'information un acte de militantisme, sort le 24 mai et paraît quotidiennement jusqu'au 6 juin.

Au théâtre de la Cité, dont la troupe va jouer dans les entreprises occupées, siège le comité permanent qui regroupe les directeurs de centres dramatiques. Villeurbanne devient, l'espace de quelques jours, la capitale de la décentralisation.

---

<sup>1</sup> Voir la présentation plus détaillée dans l'article sur la presse étudiante grenobloise, p. 157.

<sup>2</sup> Les archives de l'AGEL sont conservées à la bibliothèque municipale de Lyon. L'inventaire réalisé en 2006 est disponible à cette adresse : [www.bm-lyon.fr/decouvrir/collections/agel.htm](http://www.bm-lyon.fr/decouvrir/collections/agel.htm).

<sup>3</sup> Ill. 1, p. XII.

Sur les pentes de la Croix-Rousse, l'École des beaux-arts est un des points chauds de la contestation ; dès le début de l'occupation, rebaptisée « ex-école des beaux-arts », elle se dote, comme à Paris, d'un atelier populaire qui met l'image au service du mouvement. Il reproduit les affiches de Paris et crée ses propres affiches. Émanation d'un seul corps collectif, ces affiches se caractérisent par l'anonymat de leurs auteurs. Cet anonymat s'est construit avant tout pour des motifs idéologiques : le rejet de la notion d'auteur, la matérialisation du « pouvoir éducateur du peuple ». Le procédé d'impression pratiqué dans ces ateliers – la sérigraphie – demeure artisanal<sup>1</sup>. Tout ce qui peut être récupéré l'est, et la qualité des papiers et des encres ne figure pas parmi les préoccupations principales<sup>2</sup>.



Illustration 2. L'entrée de l'École nationale des beaux-arts en mai 68, Archives municipales de Lyon, 189 WP

<sup>1</sup> Ill. 3 et 4, p. XIII.

<sup>2</sup> Les Archives de Lyon conservent une collection intéressante de ces affiches « récupérées » à chaud, parfois sur les murs même de l'école et données par la suite aux Archives.

Le centre de tri postal de Lyon-Gare à Perrache, actuellement bâtiment des Archives municipales de Lyon, est au cœur de la contestation sociale, fidèle à sa réputation de bastion syndical, depuis la participation de ses agents à la Résistance ainsi qu'aux mouvements de 1947 et d'août 1953, partis de la base contre une remise en cause du régime des retraites des fonctionnaires. En mai 1968, après la grève du 13 et la reprise du 14, l'assemblée générale du vendredi 17 au soir décide la grève avec occupation. Elle dure trois semaines, jusqu'au vendredi 7 juin au matin, avec une manifestation dans le quartier, drapeaux rouges et tricolores en tête. Ce qui marque les postiers, c'est bien l'occupation, lorsque le comité de grève s'installe dans le bureau du chef de centre et que les grévistes organisent des activités culturelles, notamment en faisant venir la troupe du théâtre de la Cité à Lyon-Gare occupé. Des photographies collectées par les Archives de Lyon témoignent de la vie à l'intérieur du bâtiment occupé ; on y voit même, au milieu des spectateurs, Georges Valero<sup>1</sup>, syndicaliste et écrivain, captivé par ce qu'il regarde en compagnie de ses collègues.

Le mouvement se radicalise. La nuit des barricades du 24 au 25 mai se solde par de gros dégâts et la mort du commissaire Lacroix. Lyon inaugure les manifestations de la majorité silencieuse, lors des obsèques le 28 mai.

Après les accords de Grenelle, début juin, la reprise du travail se fait à Lyon sans l'intervention des forces de police. Aux élections législatives du 30 juin, la composition des élus de l'agglomération ne change pas.

Et tout au long des événements de Mai 68, l'archiviste de la ville de Lyon, alors en poste, Henri Hours, a collecté lui-même ou grâce à son réseau, tracts, motions, affiches et divers documents permettant ainsi aux Archives municipales de conserver la trace de nombreuses productions éphémères de l'époque.

Ces tracts ont été intégrés dans une collection d'éphémères, ouverte au début des années 1960 par... l'archiviste Henri Hours qui sera en poste aux Archives de Lyon, de 1959 à 1988. Regroupés dans une sous-série (5 Fip), ils constituent à proprement parler une collection, c'est-à-dire un ensemble de documents de provenances diverses recueillis en fonction de critères subjectifs, notion opposée à celle de « fonds » qui caractérise la base de l'archivistique française. Initiateur de cette collection, Henri Hours confirme d'ailleurs que la genèse de celle-ci est certes intimement liée à une démarche de collectionneur mais correspond aussi

---

<sup>1</sup> Voir CHEVANDIER (Christian), *La fabrique d'une génération, Georges Valero, postier, militant et écrivain*, Paris, Belles Lettres, 2009.

La convention de don des archives de Georges Valero aux Archives de Lyon a été validée le 15 novembre 2010.

à une démarche éclairée par la conscience de l'historien du temps présent et de l'archiviste. Il ne s'agissait pas d'accumuler des documents en fonction de critères purement subjectifs ou esthétiques, mais de garder la trace d'événements marquants ou de ce qui peut faire sens dans l'évolution de la société. Il a ainsi réuni une documentation que les dossiers administratifs et techniques produits par l'administration municipale et versés aux Archives n'ont pas vocation à contenir. Dans cette perspective, la collection s'est organisée en premier lieu autour des tracts et documents politiques et plus largement des expressions des courants de pensée. Elle s'est ensuite étendue aux documents de la vie quotidienne. Constituée principalement de documents de l'époque d'exercice de l'archiviste, elle contient néanmoins quelques dossiers du XIX<sup>e</sup> siècle et quelques éléments du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de « récupérations » a posteriori, d'origines diverses.

La collection rassemble des papiers qui témoignent de la vie quotidienne, politique, commerciale, culturelle, religieuse, sociale, sans limite de sujet ou d'époque ; elle illustre l'un des rôles de l'archiviste, homme du présent, qui collecte et sauvegarde les témoignages et les traces de son temps, aussi fragiles soient-elles, qui seront autant de sources pour l'histoire future.

Poursuivie inégalement après le départ de son créateur, elle reflète par la disproportion du volume des thèmes les aléas d'une collecte qui n'a pas de cadre légal, à la différence des archives publiques, et qui repose entièrement sur l'action de l'archiviste et sur le dynamisme du réseau qu'il peut impulser.

Ce fonds a été partiellement classé en 1999 par Philippe Grandjean, alors en stage aux Archives de Lyon, puis pour la thématique « vie politique et syndicale » par Aurore Delissnyder en stage durant l'année universitaire 2003-2004. Parallèlement, elle a consacré son travail de maîtrise d'histoire plus particulièrement à l'analyse des tracts de Mai 68<sup>1</sup>.

Les tracts et diverses publications pour l'année 1968 représentent un volume de cinq gros cartons (presque 1 500 pièces) dont trois pour les événements de mai-juin 1968. Il s'agit principalement de pièces lyonnaises mais y figurent également quelques documents provenant d'autres villes voisines, comme Villeurbanne ou Bron mais encore de Grenoble ou Paris. Les tracts du mouvement étudiant proviennent également des classes préparatoires des lycées, dont le Lycée du Parc, renommé Lycée National de la révolte.

---

<sup>1</sup> DELISSNYDER (Aurore), sous la direction de CHAUCHEAU (Sophie), *Les tracts de mai 68 à Lyon*, mémoire de maîtrise UEP, Lyon 2, 2003-2004.

Ils portent les cotes 5 Fip 162 à 201 et se décomposent ainsi :

- 162-166 : élections législatives
- 167-183 : tracts non étudiants, politiques et ouvriers
- 184-194 : tracts étudiants
- 197-201 : journaux dont le *Journal du Rhône*

Voici comment ont été organisés les tracts de mai-juin 1968 :

Intitulé	Nbre de pièces	cote	Analyse du contenu
<b>Tracts politiques non étudiants</b>	<b>328</b>	5 Fi 167 à 183	<p>Syndicats : fonction publique territoriale : syndicats municipaux (13 pièces), CFDT (52 pièces), CGT (46 pièces), U.N.E.F. A.G.E.L. (14 pièces).</p> <p>Partis politiques : PSU (14 pièces), PC (24 pièces), déclarations communes (6 pièces).</p> <p>Divers : Centre d'études des entreprises (4 pièces), grève ORTF (6 pièces), pour le retour au calme (6 pièces), revendications salariales (10 pièces), appels à manifester (19 pièces), Comité de défense de la République (19 pièces), Comité d'action du Rhône, position catholique (13 pièces), affaire du décès du commissaire Lacroix (5 pièces).</p>
<b>Tracts étudiants</b>	<b>670</b>	5 Fi 184 à 194	<p>Par périodes chronologiques : 6-13 mai (22 pièces), 13-20 mai (75 pièces), 20-24 mai (84 pièces), 25-31 mai (109 pièces), juin (61 pièces).</p> <p>Divers : étudiants en architecture (14 pièces), textes étudiants (36 pièces), textes politiques AGEL (66 pièces).</p> <p>Pièces non lyonnaises : Grenoble « le gréviste » (11 pièces), étudiants grenoblois (93 pièces), étudiants parisiens (71 pièces).</p>

Dans le corpus étudié, cinq périodes de production et de diffusion ont été identifiées assez logiquement, malgré les aléas de la collecte :

- 6-12 mai : une communication encore discrète (2 tracts en moyenne par jour)
- 13-19 mai : les forces se mettent en place (13 tracts en moyenne par jour)
- 20-31 mai : Lyon dans le feu de l'action (28 tracts en moyenne par jour)
- 1-10 juin : la décroissance du mouvement (8 tracts en moyenne par jour)
- 11-31 juin : la révolution est finie (2 tracts en moyenne par jour)

Outre la quantité des tracts réunis, l'intérêt de l'ensemble provient des annotations. En effet, Henri Hours a pris la peine de noter au crayon sur de nombreux tracts le lieu et la date de récupération et/ou de la diffusion, allant même jusqu'à préciser s'il s'agissait du matin ou du soir dans quelques cas. Bien qu'il puisse y avoir une différence avec la date réelle de production, celle-ci est assurément faible. De plus, la mention informe sur la date de la réception de l'information par les destinataires. C'est ainsi que figurent dans la collection deux tracts identiques mais avec deux dates différentes – 25 mai et 26 mai – annotées : « Après l'allocution de De Gaulle, Waldeck Rochet secrétaire général du parti communiste français déclare ».



Illustration 5. Henri Hours, archiviste de la Ville de Lyon de 1958 à 1988, Archives municipales de Lyon

Par définition, la rédaction d'un tract est très conjoncturelle. Il répond à un événement identifiable par les lecteurs contemporains mais après quelques années, il devient difficile de le dater avec précision à partir de la seule critique interne, et ce d'autant plus quand plusieurs tracts sont diffusés tous les jours comme pendant le mois de mai 68. Cette datation « à chaud » est un réflexe d'archiviste qui a pour mission de constituer la mémoire d'une époque ou d'un événement avec rigueur et précision, en réunissant tous les éléments du contexte, pour en permettre l'étude ultérieure. Pour autant, cette démarche peut aussi bien être celle du collectionneur éclairé. Voici ce qu'écrivait Henri Hours à propos du collectionneur Sébastien Louis Rosaz (1777-1849) dont la collection est actuellement répartie entre plusieurs institutions lyonnaises, dont les Archives municipales :

« Il recueillit les témoins de nos révolutions et de nos troubles : brochures, images, affiches... Sur certaines affiches exposées on peut voir une date écrite au crayon ; ainsi Rosaz notait-il le jour où le document lui parvenait entre les mains, nous permettant du même coup de connaître une chronologie, qui, sans cela, nous échapperait parfois. Grâce lui soient rendues<sup>1</sup> ! »

---

<sup>1</sup> HOURS (Henri), *1814-1852, les régimes passent, Lyon demeure !*, préface du catalogue d'exposition réalisé par les Archives municipales en 1983.

L'intérêt des tracts pour la recherche dans plusieurs disciplines est bien connu et a fait l'objet de plusieurs publications et ouvrages de synthèse. Je n'y reviens pas mais je voudrais souligner l'originalité de certaines pièces qui portent l'empreinte de leur destin. Le tract est un document bien vivant ! Il se distribue dans la rue, il passe de main en main et peut finir par terre après lecture. Ainsi, certains tracts conservés portent des marques de semelles ou de roues ! D'autres ont été griffonnés par un étudiant, d'autres enfin portent les plumes caractéristiques des avions en papier... Et d'imaginer qu'il a pu se transformer en projectile et traverser un amphithéâtre lors d'une assemblée générale ! L'étude attentive du support est ainsi complémentaire de celle des informations ou de l'expression.

Les Archives de Lyon conservent d'autres fonds privés dans lesquels figurent quelques tracts de Mai 68, mais sans commune mesure avec ceux qu'Henri Hours a collectés et annotés qui en font un ensemble remarquable.

### « La Sorbonne par elle-même » ou le fonds Mai 68 du Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle

En juillet-septembre 1968, paraît un numéro de la revue *Le Mouvement social* intitulé « La Sorbonne par elle-même », dirigé par une équipe qui comprend les historiens Jean-Claude et Michelle Perrot, Madeleine Rebérioux et Jean Maitron. Michelle Perrot a alors en cours une grande thèse sur les *Ouvriers en grève*<sup>1</sup>, qui sera soutenue trois ans plus tard, Madeleine Rebérioux est une spécialiste déjà consacrée de Jaurès et du socialisme, Jean Maitron, historien de l'anarchisme, est aussi le maître d'œuvre du grand *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier* et l'animateur du Centre d'histoire du syndicalisme, qui se trouvait au 17 rue de la Sorbonne, ce qui, bien sûr, facilitait grandement les choses. Ce numéro publie des documents à l'état brut, quasiment sans commentaire.

« L'idée de réaliser ce recueil de documents est née de notre vie quotidienne en cette fin de printemps, et, en somme, de notre expérience. Plusieurs années d'enseignement à la faculté débouchèrent brusquement sur une présence intense, jour après nuit, pendant un long mois : du 13 mai au soir, où étudiants et professeurs réoccupèrent la Sorbonne, jusqu'à ce pluvieux dimanche, le 16 juin, où la police judiciaire et les CRS y rentrèrent. Ainsi se créa, avec les aîtres et les êtres, une familiarité bien utile pour une première approche. Faut-il dire aussi combien nous fûmes aidés dans notre tâche par les enseignants de notre ou d'autres disciplines, par les étudiants responsables de diverses organisations ?... »

---

<sup>1</sup> PERROT (Michelle), *Les ouvriers en grève, 1871-1890*, Mouton, 1973.

C'est la première, et jusqu'ici la dernière fois, que le *Mouvement social* publie des documents à chaud, sans recul ni distance par rapport à l'événement. Mais Maitron et ses collègues croyaient que le jeu en valait la chandelle, ils se savaient vivre un moment historique et étaient alors conscients que « peu de choses dans l'université parisienne et, sans doute, française, pourront rester comme avant ». Ils comprenaient, sans doute, que Mai 68 était, selon la belle expression de Michel de Certeau, une « prise de parole » généralisée, et plus généralement un moment fort de toutes les formes d'expression : ils comprenaient, eux qui avaient à cœur de faire l'histoire des obscurs, que Mai 68 était un de ces rares moments où des acteurs généralement anonymes s'expriment et laissent des traces. Cela ne passa pas sans opposition, à l'intérieur du *Mouvement social* même (Michelle Perrot nous informe en 1988 de la démission d'un membre du comité de rédaction). Maitron se heurta aussi à l'incompréhension ou plutôt à l'hostilité de certains, dans le mouvement étudiant lui-même. C'est ainsi que sa machine à écrire et quelques objets personnels furent cassés par un « situ », peu sensible à cette entreprise « muséale ». Geste que Maitron, fort blessé, ne comprit absolument pas.

Il y eut d'autres publications immédiates des documents de Mai : un numéro spécial de *Partisans*, un volume intitulé *L'Insurrection étudiante*<sup>1</sup> sous la direction de Marc Kravetz et, un peu plus tard, le *Journal de la Commune étudiante*<sup>2</sup> sous la direction de Pierre Vidal-Naquet et Alain Schnapp. La démarche de ces derniers ressemble beaucoup à celle de l'équipe du *Mouvement social*, mais plus tardive – 1<sup>er</sup> trimestre 69 – elle est aussi plus analytique. Toutes ces entreprises ont à voir avec l'esprit de Mai : de la parole prise par tous à l'archive pour tous. Elles ne portent que sur l'écrit alors que des films, photographies, entretiens, questionnaires ont également été réalisés à chaud.

Les documents ainsi réunis constituent maintenant une partie des archives de Mai : le fonds Vidal-Naquet/Schnapp a été déposé à la Bibliothèque nationale. Le fonds qui a été la matière de « La Sorbonne par elle-même » a été déposé au Centre d'histoire du syndicalisme. Le centre a depuis changé d'adresse et de nom<sup>3</sup> mais les documents y sont toujours conservés et constituent le noyau de ce qui est devenu l'actuel et riche fonds Mai 68 du Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle (CHS).

---

<sup>1</sup> Sous la direction de KRAVETZ (Marc), *L'insurrection étudiante*, UGE, 1968, (cours nouveau).

<sup>2</sup> SCHNAPP (Alain), VIDAL-NAQUET (Pierre), *Journal de la Commune étudiante, textes et documents novembre 1967-juin 1968*, éditions du Seuil, 1969, 876 p.

<sup>3</sup> Après s'être appelé Centre d'histoire du syndicalisme, il est devenu Centre de recherche et d'étude sur les mouvements sociaux et le syndicalisme puis aujourd'hui Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle. En 1977, il a déménagé du 17 rue de la Sorbonne au 9 rue Malher (75004).

Les originaux de ces documents, comme ceux que la sélection des auteurs du numéro avait laissés de côté, sont consultables dans le dossier I du carton VI du fonds Mai 68 du CHS, dont la composition reflète aussi la démarche des auteurs. Ceux-ci avaient fait abstraction des productions des mouvements nationaux pour se concentrer exclusivement sur ce qui se passait à la Sorbonne, selon trois grands axes : les réactions de la Sorbonne devant l'événement (« Dans la Sorbonne occupée par les étudiants ») ; la vie de la faculté (« Multiple Sorbonne ») ; le travail universitaire de réforme dans les différentes disciplines (« Refaire l'université »). Les documents émanent pour l'essentiel des sections des partis et syndicats à la Sorbonne, des assemblées générales et de leurs commissions. On trouve des manifestes de portée très générale : « Tout pour la Victoire. Les victoires des vietnamiens sont quotidiennes... Battu sur le terrain,



Illustration 6. Affiche, 1968, fonds Mai 68, Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle

Johnson envisage d'utiliser les armes atomiques tactiques... Nous devons empêcher ce génocide... Face à l'escalade américaine le courage du peuple vietnamien exige une mobilisation de tous les instants » ; des tracts empreints de cette étonnante imagination langagière qui est la marque de fabrique de Mai tel ce désormais fameux tract saumon : « Les faux ministres VEDEL et ZAMANSKI, les chers professeurs de Sorbonne, les prospecteurs du rendement inodore, les bureaucrates affolés des ministères, ces faux illustres et ces vrais médiocres, toujours à vagir les uns sur les autres, s'accordent pour devenir les chantres de cette fausse angoisse : *QUE FAIRE DES ÉTUDIANTS, QUE FAIRE DE CETTE HORDE* »<sup>1</sup> ; on trouve aussi des documents étonnamment concrets qui participent, au-delà des slogans, à ce qui fut la poésie quotidienne du mouvement, tel ce *Projet de restaurant de la Sorbonne libre*.

Ils ne constituent qu'une très petite partie d'un ensemble qui a continué à être enrichi de 1968 à 1986, par apports successifs de différents donateurs, dont on n'a pas toujours, malheureusement, gardé trace ou conservé les noms. Même s'il en est d'autres qui contribuèrent à enrichir ce fonds, nous pouvons au moins remercier Guy Bourdé, Marcel Hasfeld (qui fut fondateur et directeur de la librairie du travail), Urbica et Le Bras. L'inventaire a été réalisé par l'historienne Danielle Tartakowsky, qui a privilégié la logique des dons, ce qui signifie que des éléments concernant une même faculté peuvent se retrouver dans différents cartons<sup>2</sup>. Toujours est-il qu'à ce jour, le fonds Mai 68 est constitué de 84 cartons d'archives, 13 volumes de documents reliés et de quelques affiches<sup>3</sup>. On y trouve aussi un objet, hautement symbolique : un pavé ! À partir du noyau fondateur, matière de « La Sorbonne par elle-même », le fonds a été enrichi dans différentes directions. Des apports y ont été faits venant d'autres universités occupées, tant parisiennes que de province : Nanterre, Jussieu, la faculté de médecine, la faculté des sciences, Censier pour Paris. Le fonds permet un véritable tour de France du mouvement étudiant et lycéen : Aix-en-Provence, Amiens, Besançon, Bordeaux, Brest, Clermont-Ferrand, la Corse, Dijon, Dunkerque, Évreux, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Melun, Montpellier, Moulins, Nancy, Nantes, Nice, Nîmes, Orléans, Perpignan, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Étienne, Strasbourg, Toulon, Toulouse, Tours. L'entreprise et ses grèves aussi sont représentées, qu'il s'agisse du public (ORTF, CNRS) ou du privé (NMPP, entreprises métallurgiques, etc.).

---

<sup>1</sup> Tract sorbonnard du mouvement d'action universitaire précédant le mouvement de mai en tant que tel.

<sup>2</sup> <http://histoire-sociale.univ-paris1.fr/Document/mai.htm>.

<sup>3</sup> Ill. 7, p. XIV.

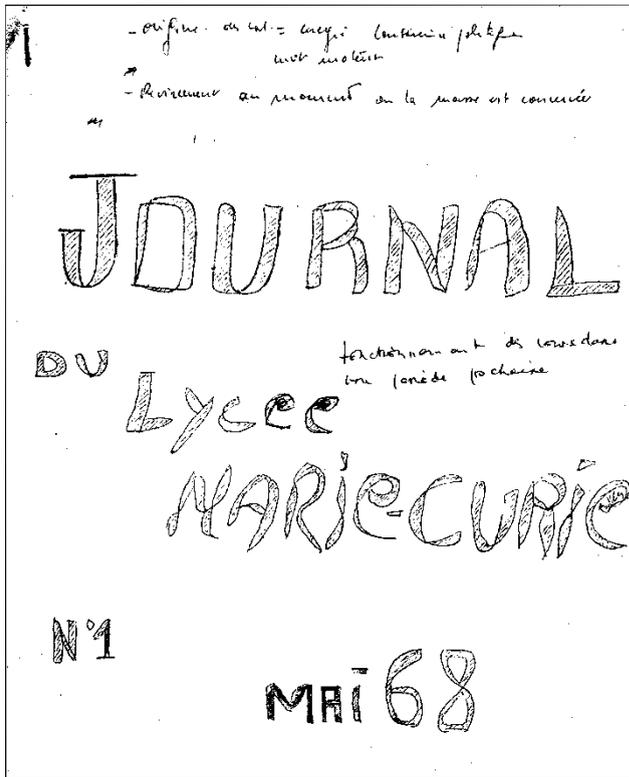


Illustration 8. Une de journal, 1968, fonds Mai 68, Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle

Le fonds reflète donc l'ensemble des lieux du mouvement à travers tracts, périodiques, motions, tous types de documents émis, parfois en très petit nombre, lors de la révolution de Mai. Il est lisible et utilisable différemment suivant les évolutions historiographiques. On sait que l'histoire de Mai 68 a d'abord été celle du mouvement étudiant parisien avant d'être celle du mouvement ouvrier, puis celle des liaisons étudiants-ouvriers, qu'elle s'est aussi internationalisée. Et ainsi ont sans doute été jusqu'à présent sous-exploitées la partie du fonds concernant les comités d'action étudiants-ouvriers<sup>1</sup> et celle concernant le rôle et la place des étudiants étrangers. Quinze dossiers concernent les comités d'étudiants étrangers – Moyen-Orient, Afrique noire, Afrique du Nord, Québec, Résidence universitaire, etc. – dont l'exploitation serait sûrement utile pour mieux appréhender et comprendre les circulations et transferts internationaux des années 68.

<sup>1</sup> Ill. 9, p. XIV.

# GRAND MEETING ANTI-IMPERIALISTE 24 MAI 20.30 HEURES MUTUALITE

métros maubert mutualité et jussieu

avec le montage théâtral 'VIETNAM VAINCRA'

**VIVE LA VICTORIEUSE GUERRE DU PEUPLE VIETNAMIEU  
A BAS L'IMPERIALISME AMERICAIN ET SES VALETS  
A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET SES INSTRUMENTS  
VIVE LES LUTTES DE LIBERATION DES PEUPLES DU MONDE**



**ageg** association gral. des étudiants guadeloupéens

**feanf** fédération des étudiants d'africaine noire en france

avec la participation du **civ**  
centre information vietnam

Illustration 10. Affiche, 1968,  
fonds Mai 68, Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle

Nous avons insisté sur l'origine de ce riche fonds documentaire parce que son caractère exceptionnel tient moins à son importance quantitative qu'à sa structuration. Il n'est pas si courant, dans le panorama archivistique, qu'un fonds soit constitué à partir d'un événement. Ce caractère exceptionnel tient évidemment, dans le cas de Mai 68, à la perception immédiate qu'ont eu les acteurs-spectateurs de vivre quelque chose de hors du commun. C'est cette perception qui a impliqué la démarche de collecte sur le vif, qui elle aussi, même si elle s'est depuis banalisée, n'était alors pas si fréquente. D'observateurs participants, Maitron et son équipe sont devenus collecteurs-archivistes participants. Cela ne veut pas dire, bien sûr, que ce fonds dise tout de l'histoire de Mai 68. Il dit en tous cas aussi quelque chose de l'histoire de Maitron et de ses réseaux, de l'historiographie du mouvement ouvrier et social, du rapport entre l'historien(ne) et l'archiviste et/ou de l'historien(ne) à l'archive et du rôle de l'événement en histoire. Un fonds a toujours été constitué par quelqu'un, archiviste ou non, et, pour en lire opportunément les morceaux, il est toujours bienvenu de connaître l'histoire des personnes qui ont collecté, gardé ou classé.

### **Une valorisation documentaire mutualisée : le « Journal électronique de la Commune étudiante »**

En 2008, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de Mai 68<sup>1</sup>, une première expérience de valorisation documentaire et multimédia a pu être amorcée à partir de ces deux foyers exemplaires de collecte immédiate, mais aussi à partir de fonds conservés par la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), notamment le fonds Maupéou-Abboud, et de fonds sauvegardés par la Cité des mémoires étudiantes lors de sa préfiguration rémoise.

Cette dernière, assurant de fait le rôle de tête de réseau thématique pour le patrimoine documentaire étudiant (cf. article p. 157), a proposé à ses trois autres partenaires de travailler ensemble à la réalisation d'une base de données des expressions éphémères du mouvement étudiant de mai-juillet 1968. Par expression éphémère de la « Commune étudiante », il faut entendre non seulement les tracts, mais aussi les journaux *ad hoc*, motions, communiqués de

---

<sup>1</sup> Sur le plan documentaire et patrimonial, signalons les différentes initiatives menées dans le cadre du réseau du CODHOS : [www.mai-68.fr](http://www.mai-68.fr).

presse, pétitions, rapports de commissions et comptes-rendus de réunion... Les bornes chronologiques choisies sont celles du mouvement social d'alors en tant que tel. Et le périmètre étudiant choisi se veut large sans oublier la nature multi-sectorielle du mouvement de mai-juillet, grève générale la plus vaste de toute l'histoire de France : si le corpus est structuré autour du mouvement étudiant – pour en tirer le plus de sens possible, mais on aurait pu choisir un autre secteur professionnel, une région... –, il n'exclut pas les documents sur les liens entre étudiants et ouvriers, ou lycéens, ou enseignants...

Dans le sillage de l'ouvrage éponyme d'Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, *Journal de la commune étudiante* (cf. *supra*), il s'agit donc d'offrir un accès raisonné à la masse d'expressions du moment et du mouvement et cet accès veut mettre à profit certaines des nouvelles possibilités de l'édition électronique : accès aux 521 documents numérisés (jusqu'à présent) via des notices détaillées permettant de renseigner quinze rubriques interrogeables soit en mode de recherche « simple » ou plein texte (analyse de chaque mot entré dans la zone de saisie et non de l'expression exacte), soit en mode de recherche « avancé », voire « guidé », ce qui permet de rechercher des notices sans avoir à consulter les listes de mots-clés qui ont été utilisés pour décrire les documents.

À partir d'une première réalisation de l'association Atelier @lternet (Simone Chanut), c'est une étudiante du master Nouvelles technologies appliquées à l'histoire de l'École nationale des chartes<sup>1</sup>, Adeline Lebioda, qui a réalisé la base de données de description et d'indexation (base MySQL<sup>2</sup>) ainsi que l'interface d'alimentation et de consultation (langage PHP<sup>3</sup>) : [www.cme-u.fr/commune68](http://www.cme-u.fr/commune68).

Chaque notice, liée au document décrit, comporte quinze rubriques ou champs : titre, type de document, auteur (personne physique), auteur (organisme), date, lieu de diffusion, langue, lieu de conservation, fonds et cote, pagination, mot(s)-matière(s), nom(s) de personne(s) mentionnée(s), nom(s) d'organisme(s) mentionné(s), nom(s) de lieu(x) mentionné(s). En plus du lien avec le document associé, un lien permanent est proposé pour citation.

---

<sup>1</sup> LEBIODA (Adeline), *Journal électronique de la Commune étudiante*, Mémoire de master 2 « Nouvelles technologies appliquées à l'histoire », École nationale des chartes, 2008.

<sup>2</sup> Système de gestion de bases de données relationnelles basé sur le langage SQL (Structured Query Language).

<sup>3</sup> « PHP : Hypertext Preprocessor » : langage de script libre utilisé pour la production de pages Internet dynamiques.

Si la Sorbonne est « multiple »<sup>1</sup>, elle n'est pas la seule... À la multiplicité des structures du mouvement (comités d'action, commissions, assemblées générales de section ou centrale...), il faut ajouter la variété des disciplines des différents établissements et facultés, sans oublier la diversité des situations locales. La base de données, dans son stade actuel de développement, permet de croiser les configurations de Lille, Strasbourg, Lyon, Reims... et Paris.

Des critères de recherche avancée permettent à l'internaute de mieux appréhender cette multiplicité : les noms d'organismes, les noms propres ou les noms de lieu mentionnés, de même que les mots-matières sont interrogeables.

Dans la « recherche guidée », ces listes d'autorités/mots-clés sont hiérarchisées ou tout au moins structurées : les noms propres distinguent notamment les « personnages connus » et les « piétons de mai » ; les noms d'organismes mentionnés sont regroupés en huit catégories (structures du mouvement, structures étudiantes, institutions universitaires, entreprises, syndicats, groupes politiques, presse/radio, institutions).

Un travail d'indexation avait déjà été mené par Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet ainsi que par l'équipe entourant Jean Maitron (cf. *supra*), notamment pour les noms de lieux, les noms d'organismes, les noms de personnes (la distinction étant faite entre les signataires et les personnes ou organismes mentionnés) et les références historiques présentes dans les documents... Mais aucun des deux ouvrages n'avait de thesaurus thématique.

C'est ce que nous avons pu faire pour les mots-matières : à partir des premières listes de mots-clés élaborées au fil de la numérisation et de l'alimentation de la base dans les différents lieux de conservation, les termes définitifs (et les éventuels renvois) ont été choisis et les mots-matières hiérarchisés. Un tel travail ne peut qu'être mené en équipe, c'est même une nécessité afin de limiter les mauvaises utilisations de tel mot-clé à tel ou tel endroit<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Titre d'une des parties de « La Sorbonne par elle-même », *op. cit.*

<sup>2</sup> L'ensemble du travail a reposé sur Simone Chanet et Adeline Lebioda à la BDIC (avec l'appui de Sonia Combe), Romain Vila aux Archives municipales de Lyon (avec l'appui d'Anne-Catherine Marin et de Gilles Bernasconi), Nolwen Doitteau à la Mission CAARME/Cité des mémoires étudiantes (avec l'appui de Caroline Chalier), Sébastien Jolis au CHS du XX<sup>e</sup> siècle de Paris 1 (avec l'appui de Françoise Blum et Rossana Vaccaro), le tout étant coordonné par Caroline Chalier et Jean-Philippe Legois.

Nous avons abouti à un thesaurus divisé en cinq grandes parties :

- Formes du mouvement : ou le répertoire d'action du mouvement (occupation, pétition, grève, etc.) ;
- Contenus du mouvement : ou les revendications étudiantes tant du point de vue de l'enseignement (disciplines, rapports enseignants/enseignés, enseignement supérieur et formation) que des rapports à la société ;
- Monde du travail : la liaison entre étudiants et salariés étant au cœur du mouvement, celle-ci se joue aussi bien sur le plan des formes du mouvement des salariés que de son contenu ;
- Institutions de la France : ou le rapport des étudiants aux institutions, avec notamment la question structurante de la répression ;
- Contexte : ou les différents types de références présentes dans ces expressions éphémères du mouvement, à savoir les références d'époque, historiques, politiques et idéologiques.

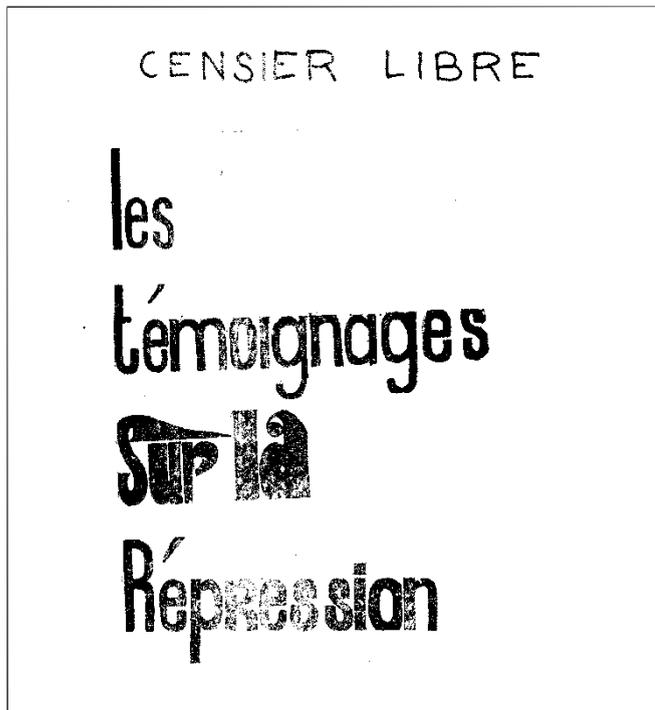


Illustration 11. Une de journal, 1968, fonds Mai 68, Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle

Ainsi les grands thèmes du mouvement sont rapidement visibles pour l'internaute et le chercheur, que ce soit la répression policière, et notamment la solidarité avec les étudiants parisiens, la crise du système universitaire et sa refondation, mais aussi le lien entre transformation de l'université et de la société (et le débat réforme/révolution).

La « recherche guidée » permet encore d'approfondir davantage le travail critique sur les sources en interrogeant le corpus par lieu de conservation, voire par fonds d'archives.

Aussi, non seulement les différentes collectes immédiates du mouvement de mai-juillet 1968 sont-elles restituées telles qu'elles furent menées alors, mais elles retrouvent également une seconde vie dans la mesure où elles peuvent être réinterrogées, « revisitées », « réutilisées » au gré des problématiques et questionnements des chercheurs et des citoyens. Plus nous pourrons à l'avenir compléter cette base<sup>1</sup> et bien d'autres, plus nous multiplierons les possibilités de pérennisation et de réappropriation d'un tel patrimoine éphémère.

Françoise BLUM  
Ingénieur CNRS  
au Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle de l'université Paris 1

Jean-Philippe LEGOIS  
Président de la Cité des mémoires étudiantes

Anne-Catherine MARIN  
Directrice des Archives municipales de Lyon

---

<sup>1</sup> Tout lieu de conservation détenant d'autres ensembles ou pièces d'expressions éphémères étudiantes de ce printemps 1968, qui souhaiterait participer activement à l'alimentation de cette base de données, est le bienvenu : [info@citedesmemoiresetudiantes.org](mailto:info@citedesmemoiresetudiantes.org).